

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous.

Le quotidien du peuple

29-sept 1975

N°1

1,50 F

journal communiste révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

FAISONS MASSE AUTOUR DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Le premier numéro du *Quotidien du Peuple* est entre vos mains ! Ce que veut être ce quotidien nouveau, ce qu'il doit être, certains d'entre vous le savent puisqu'ils se sont déjà associés directement ou indirectement à la préparation et au lancement du journal par l'intermédiaire de *Front Rouge*.

Mais nombreux sont ceux d'entre vous qui découvrez le *Quotidien du Peuple* dans votre kiosque ce matin et vous vous demandez : pourquoi ce quotidien ?

QUEL JOURNAL VOULONS-NOUS ?

Nous voulons un journal qui soit réellement le quotidien de notre peuple, qui reflète ses joies et ses souffrances, ses luttes et ses victoires.

Nous voulons un journal qui brise le monopole de l'information de la bourgeoisie et donne largement la parole aux travailleurs, la parole à ceux qui luttent.

Nous voulons un journal qui combatte le pessimisme et le défaitisme sans cesse diffusé par le P« C »F et affirme dans le combat de tous les jours la perspective de la Révolution, du remplacement de cette société pourrie par l'instauration du Pouvoir des Ouvriers et des Paysans, la Dictature du Proletariat.

Nous voulons un journal qui soit capable de refléter, de Lip au mouvement paysan, en passant par les mouvements de la jeunesse, les aspirations nouvelles de notre peuple, un journal capable de mettre en avant les alternatives positives aux solutions réformistes que les travailleurs mettent en œuvre dans leurs luttes.

Nous voulons un journal où les travailleurs des différentes usines, des différentes régions puissent débattre entre eux des questions surgies avec la crise, des obstacles qui se dressent aujourd'hui pour mener la lutte anti-capitaliste : Quelle est la réalité du plan de relance ! Que signifie le déchaînement répété de la violence policière de Poniatowski, que signifient les manœuvres du P« C »F dans les luttes aujourd'hui ? Nous voulons un journal qui, loin d'être un journal fourre tout, soit capable de faire naître d'un tel débat des orientations précises pour poursuivre la lutte.

UN JOURNAL FAIT AVEC VOUS !

Un tel quotidien c'est possible. A une condition ! Qu'il ne soit pas seulement pris en charge par ceux qui ont pris l'initiative de le lancer. Vous tous, lecteurs du *Quotidien du Peuple*, vous êtes nécessaires à la rédaction d'un tel quotidien.

C'est vous qui, par vos multiples correspondances de votre usine, de votre village, de votre quartier, ferez de ce journal un quotidien enraciné dans les préoccupations de notre peuple, forgeant notre actualité, différente de celle diffusée par la bourgeoisie.

C'est vous qui, par la part que vous prendrez dans les débats lancés dans le *Quotidien du Peuple*, permettrez à ce débat de progresser, de s'enrichir et contribuerez à forger de nouvelles armes pour les luttes à venir.

C'est vous, groupes de paysans ou d'ouvriers, comités de quartiers, comités de militants sur un front déterminé (questions culturelles, santé, mouvement des femmes...) qui, en vous associant à la rédaction du *Quotidien du Peuple* aiderez ce quotidien à refléter toutes les pratiques positives engagées, aiderez ce quotidien à montrer la convergence des questions posées sur tous ces différents fronts. C'est vous qui apporterez toute votre expérience positive pour rompre avec le défaitisme et le pessimisme incultivé par la bourgeoisie, relayée par le P« C »F.

L'aggravation de la crise et les affrontements de classe qui se préparent rendent d'autant plus nécessaire de rassembler toutes ces énergies révolutionnaires, tout ce potentiel d'expériences accumulées de manière dispersée dans notre pays.

UN JOURNAL POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI DE TYPE NOUVEAU

Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste léniniste), en prenant l'initiative du *Quotidien du Peuple*, affirme la possibilité de rassembler ces énergies et ce potentiel, et le rôle que doit jouer le quotidien dans ce processus. Le sous-titre « journal pour la construction du Parti de type nouveau » indique clairement comment notre conception du journal renvoie au Parti de type nouveau qu'il s'agit de construire. Un tel Parti ne saurait se développer sans assimiler non seulement du point de vue de son programme, de sa tactique, mais aussi du point de vue de son édification interne et de ses rapports avec les masses tous les aspects positifs apparus dans les affrontements avec les révisionnistes du P« C »F, dans le rejet du pessimisme et du défaitisme diffusé par ces gens-là.

En appelant largement les éléments révolutionnaires de notre peuple à s'associer à part entière au projet du *Quotidien du Peuple*, nous ne cachons nullement le point de vue communiste révolutionnaire qui nous guidera pour analyser chaque fait, chaque événement. Nous partons simplement de l'idée que la jonction entre ce point de vue et toute l'expérience du mouvement de masse peut et doit se faire dans le journal, pour avancer dans la construction du Parti de type nouveau.

Nous savons qu'il s'agit là d'une lutte importante de tous les jours et que nous n'en sommes qu'au premier pas. En ce sens là, ce journal est un pari, un pari que nous prenons avec vous. C'est avec vos suggestions, vos critiques, votre collaboration, qu'un tel pari sera gagné.

FAIRE MASSE AUTOUR DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Faire connaître largement le *Quotidien du Peuple*, le diffuser, correspondre avec lui, s'associer étroitement à sa rédaction, c'est cela faire masse avec le *Quotidien du Peuple*. C'est ce à quoi nous appelons tous nos lecteurs, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain. C'est la condition pour qu'il devienne vraiment LE QUOTIDIEN de notre peuple.

Marc ANDRE

5 MILITANTS ASSASSINES PAR LE FASCISME



ANGEL OTAEGUI,
ouvrier métallurgiste,
33 ans.
Membre de l'ETA



JOSE-LUIS SANCHEZ-BRAVO
SALLAS,
étudiant,
23 ans.
Membre du FRAP



RAMON GARCIA SANZ,
ouvrier soudeur,
27 ans.
Membre du FRAP



JUAN PAREDES MANOT
(TXIKI),
ouvrier,
21 ans.
Membre de l'ETA



JOSE HUMBERTO BAENA
ALONSO,
ouvrier métallurgiste,
24 ans,
Membre du FRAP

VENGEANCE

le quotidien du peuple : votre journal

Faisons connaître largement

le Quotidien du Peuple

DES LE 29 SEPTEMBRE 1975
après Front Rouge organ central du PCR (m-l)



LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

mène la lutte :
contre l'austérité et la répression, contre la politique de crise
contre le sabotage de nos luttes, contre les solutions de sauvetage
du capitalisme des faux communistes du PCF et des réformistes

pour l'offensive ouvrière
pour le parti de type nouveau
pour le pouvoir des ouvriers et des paysans !

Dans la bataille pour affirmer le «Quotidien du Peuple», les premiers mois seront décisifs. Briser le silence de la bourgeoisie sur notre journal, surmonter les obstacles qu'elle mettra sur notre chemin pour étouffer notre voix est particulièrement important aujourd'hui. Nous disposons d'une grande force, celle de tous nos lecteurs qui trouveront dans le journal leurs interrogations et leurs espoirs. Notre force, c'est notre volonté de faire de ce quotidien le Quotidien du Peuple !

Alors, ce quotidien, le faire connaître le plus largement possible, donner à des milliers de travailleurs, d'ouvriers et de paysans, de jeunes, de femmes la possibilité de le lire, c'est la première chose à faire ! Nous savons bien que la sortie de notre quotidien n'aura pas sa place dans l'actualité de la bourgeoisie. C'est à nous d'en faire un évènement dans les quartiers populaires, dans les entreprises, partout où il a sa place. Des affiches, des tracts sont pour cela à votre disposition. Des bandeaux aussi : sur des thèmes variés, de dimension réduite, ils permettent de faire connaître les kiosques où on peut trouver le «Quotidien du Peuple». Des auto-collants sur les mêmes

thèmes permettront d'annoncer partout la sortie du journal, jusqu'à l'intérieur même des entreprises, et à chacun de trouver sa place dans cette campagne de masse pour faire connaître le quotidien. Camarades, à vos plumes, passez vos commandes !

Engager une campagne autour du journal, c'est aussi et d'abord le faire circuler autour de soi dans l'entreprise, auprès des amis, des voisins... qui se mettront à leur tour à l'acheter régulièrement chez leur libraire habituel. Nous publions un bon à retourner au service des ventes du «Quotidien du Peuple» : il permettra à chaque lecteur de trouver au kiosque le plus proche, les journaux dont il a besoin. Trouver son quotidien près de chez soi, en partant au travail, c'est en effet une condition pour pouvoir, le jour même, le prêter aux camarades, aux connaissances... Il est possible aussi de se réunir à plusieurs, après le repas par exemple, autour d'un article. Dans telle cité, on peut se réunir à quelques femmes autour de la page hebdomadaire consacrée aux problèmes des femmes, à leurs luttes... Il faut multiplier les réunions de quartier autour

du «Quotidien du Peuple». C'est le moyen de montrer à de nombreux travailleurs que le journal répond à leurs préoccupations, c'est aussi le moyen de permettre au journal d'être, le plus possible, à l'écoute des travailleurs, si nous savons rendre compte au comité de rédaction de chacune de ces réunions, de ces discussions.

La bourgeoisie peut tenter de baillonner notre presse, si chaque lecteur se fait le propagandiste acharné du «Quotidien du Peuple», aucune force au monde ne pourra nous mettre à genoux. Et le «Quotidien du Peuple», si le plus grand nombre de travailleurs le lisent et s'en emparent, méritera son titre !

BON À ENVOYER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE. SERVICE DES VENTES

Pour pouvoir me procurer le QUOTIDIEN DU PEUPLE, chaque jour, à coup sûr près de mon domicile ou de mon travail, voulez-vous le faire déposer :

- à la librairie (nom précis de la librairie)
- au kiosque
- de Monsieur rue n° ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le «Quotidien du Peuple». Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre) dans ce kiosque

lisez

le quotidien du peuple

contre le chômage et le vie chère
le chômage à la crise et la répression.

contre l'isolement et le sabotage de nos luttes.

contre le sauvetage du capitalisme en crise proposé par les faux communistes du PCF.

pour l'unité populaire !
pour l'offensive ouvrière !
pour le pouvoir des ouvriers et des paysans !

en vente chaque jour

ECRIVEZ BP 225 75924 PARIS CEDEX 19

AU FIL DES PAGES

L'EDITORIAL

Pour chacun, c'est l'arme qui permet dans les discussions sur le lieu de travail ou sur le quartier, d'opposer d'emblée à ce qui fait la une de l'actualité bourgeoise, notre actualité, l'actualité des masses populaires.

LA VIE DU JOURNAL

Le lancement du Quotidien du Peuple, c'est une bataille. Une bataille pour en faire une arme incisive. Une bataille pour faire connaître le journal. Une bataille pour que les points de vente soient approvisionnés. Une bataille contre tous ceux qui voudront ôter à notre peuple l'arme indispensable que constitue son quotidien. Une page sera au début régulièrement consacrée à cette lutte. Suggestions, conseils pour améliorer le journal, pour le faire mieux connaître, lettres de lecteurs, propositions de correspondance, de rubriques, tout cela doit prendre place dans cette page. A vos plumes camarades !

UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

Que faire face à la crise, que peut changer le «plan de relance», que signifie la nouvelle extension du chômage partiel et comment y faire face ? Quel est le jeu des partis de gauche et particulièrement celui du PCF ? Ces questions, combien de travailleurs se les posent aujourd'hui. Chaque jour une page du journal doit être consacrée à débattre de ces grandes questions posées par les travailleurs. En même temps que le Quotidien du Peuple publiera des dossiers et des reportages pour alimenter le débat, les lecteurs, les

groupes de travailleurs pourront échanger, dans le journal même, leurs idées, les confronter et à travers ce débat, faire surgir la vérité, et les moyens de résoudre nos problèmes.

«Où va la révolution portugaise», «Quel est le sens des mouvements régionaux, quelle place occupent-ils dans la lutte révolutionnaire en France ?», voilà entre autres deux questions dont nous voulons débattre dans le Quotidien du Peuple.

L'ACTUALITE DU JOUR

Au jour le jour, l'analyse des plans, des mesures de la bourgeoisie, «la réforme de l'entreprise», quelle réforme, pourquoi le discours de Chirac, ce qu'il cache de faiblesses et aussi de menaces pour les travailleurs.

En même temps, des syndicalistes, des ouvriers révolutionnaires feront le point sur les luttes, montrant les questions nouvelles qui s'y trouvent posées. Là aussi le dialogue devra s'instaurer entre les travailleurs en lutte, sur les problèmes de la conduite de leur lutte, de son enjeu. A travers les reportages, les interviews, les correspondances des lecteurs, le Quotidien du Peuple devra s'affirmer comme le quotidien fait par ceux qui luttent...

LES RUBRIQUES DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Le Quotidien du Peuple donnera en particulier, dans une page régulière, la parole aux femmes, aux jeunes. Chaque semaine aussi en page 6, la rubrique «histoire du mouvement ouvrier» permettra aux lecteurs de renouer avec un passé de luttes que les faux communistes du PCF essaient de déformer ou de faire oublier. Menée par les communistes révo-

lutionnaires, la rubrique «lutte idéologique» sera le lieu de la polémique sur les grands problèmes de notre révolution. Enfin la page culturelle posera régulièrement le problème d'un art au service du peuple. D'autres rubriques régulières doivent être envisagées, écrivez-nous, faites vos propositions.

CONSULTONS CHAQUE SEMAINE LE QUOTIDIEN DU PEUPLE.

Il s'agit de permettre à des milliers de familles ouvrières de n'avoir plus recours aux conseils empoisonnés de la bourgeoisie et de ses sbires quand il faut régler les multiples problèmes de la vie quotidienne. Le bloc-notes de la page 7 avec ses conseils juridiques, de santé, de loisirs, sa rubrique sports, télé, sera aussi une arme dans la lutte des classes. En page 7, vous trouverez aussi le feuilleton du Quotidien du Peuple.

LA PAGE INTERNATIONALE

Il ne s'agit pas d'une page «d'actualités internationales». Il s'agit de bien plus. Cette page concrétisera la solidarité qui nous lie de plus en plus aux peuples du monde en lutte. Espagne, Portugal, Palestine... autant de pays dont notre peuple entend connaître exactement les souffrances, les espoirs, les victoires. La page internationale avec ses interviews, ses reportages, ses informations régulières devra y contribuer.

Voilà camarades comment nous proposons d'organiser les 8 pages quotidiennes de notre journal, en attendant de passer à 12. C'est à vous maintenant de nous écrire, de nous faire vos suggestions, vos offres de collaboration.

APPEL À SOUCRIRE

Le Quotidien du Peuple paraît aujourd'hui. C'est un succès. Nous savons qu'à partir de maintenant nous allons mener une bataille quotidienne contre tous les obstacles que la bourgeoisie dressera devant nous, pour une parution régulière, répondant toujours mieux aux besoins des travailleurs. Dans cette bataille, la question des finances est particulièrement importante.

Votre quotidien existe, il faut qu'il vive : le «Quotidien du Peuple» a besoin du soutien financier de tous ceux qui le connaissent. Il est indispensable que chacun contribue à son succès, dans la mesure de ses moyens, si modestes soient-ils. Le «Quotidien du Peuple», cela veut dire aussi que c'est du peuple que le journal puise ses ressources.

Camarades, souscrivez, abonnez-vous, collectez autour de vous ! La parution du «Quotidien du Peuple» doit faire franchir un bond en avant à notre souscription, en permettant de développer plus largement encore les collectes de masse : de multiplier les abonnements. Ecrivez-nous pour nous faire part de vos initiatives !

je souscris

10 F

50 F

100 F

F

Nom
Prénom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 Paris Cedex 19
CCP 23132 48F Paris

je m'abonne

1 AN : 250 F 6 MOIS : 150 F

3 MOIS : 80 F 1 MOIS : 30 F

Nom
Profession
Adresse

ENVOYER A :

BP 225 75924 PARIS CEDEX 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Le Quotidien du Peuple
BP 225 75924
Paris Cedex 19
CCP 23132 48F
Paris

DOLE : trois mois de sursis... mais apres ?

ideal standard

en bref

Jeu 25 septembre, le comité d'entreprise des usines Idéal Standard prenait connaissance de l'accord conclu avec la Société Générale de Fonderie et de Dietrich. Pour les travailleurs, cela veut dire plus de 2000 licenciements et le démantèlement de l'entreprise. A Melun, Aulnay-sous-Bois et Autun, les travailleurs ripostaient par la grève, l'occupation. Aujourd'hui, au moment où des assemblées générales se tiennent dans les différentes usines, les travailleurs de Dôle reprennent le travail. L'accord prévoit en effet le maintien en activité de leur usine et dès vendredi les sections syndicales appelaient à la reprise. Notre envoyé spécial explique ici dans quelles conditions cette reprise a eu lieu, malgré l'opposition d'un nombre important de travailleurs.

Dôle, c'est une ville de 35 000 habitants. Dans cette sous-préfecture du Jura, les 500 travailleurs d'Idéal Standard sont en grève avec occupation depuis le lundi 22, pour le maintien de leur emploi.

Idéal Standard, c'est 520 ouvriers, pour la majorité OS. L'usine est spécialisée dans la fabrication du sanitaire (15 % du chiffre d'affaires du trust en France), et est implantée depuis une cinquantaine d'années. Après 1945, date à laquelle elle fabriquait des armes, elle est reprise par des capitalistes américains. Les salaires ? « déplorables, je suis OP2 et touche tout juste 180 000 F par mois » nous déclare un ouvrier de la boîte. Un autre : « Je suis couleur, cela demande une certaine qualification, je ne suis qu'OS3. J'ai protesté mais la direction m'a dit : « Nous n'y pouvons rien, vous avez été embauché comme manoeuvre. » Quant aux balayeurs, ils sont tout juste payés au S.M.C. Les conditions de travail ? « Dans notre boulot, à longueur de journée, nous respirons de la poudre de verre. Nous avons la silicose, mais le patron, pour une bonne partie d'entre nous, n'a jamais reconnu cela comme maladie professionnelle. Le patron prétend que nous fumons trop. Beaucoup n'arrivent pas à la retraite. »

DOLE : « C'EST LA CAPITALE DU CHOMAGE »

Sur place, la situation de l'emploi ne fait que s'aggraver : les boîtes ferment, le chômage s'étend. Dôle, c'est en tout et pour tout deux ou trois grosses

LE GROUPE IDEAL STANDARD

Idéal Standard, c'est une filiale de l'American Standard Company (USA). Ce trust emploie environ 60 000 travailleurs dans des usines réparties dans 20 pays, dont 23 000 en Europe où il est au premier rang pour le sanitaire et le chauffage. La société française emploie 3500 travailleurs (5800 en 1973), répartis dans six usines : Dôle, Autun, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Dammarie-les-Lys et Blanc-Mesnil. Le siège social est à Paris. Ses productions couvrent 50 % du marché français de fonderie (chaudières et radiateurs) et la place au premier rang pour le chauffage (85 % de ses activités).

boîtes : Solvay, la plus grande (produits chimiques) emploie 3000 ouvriers. Jeanrenaud, la deuxième boîte par son importance, a réduit ses horaires à 34 heures. Une partie des 2 000 ouvriers est en grève pour le maintien de son emploi (ceux du coulage). Jeunet (fabrication de cycles), a fermé il y a quelques temps, mettant à la rue les travailleurs. Sur la ville, on compte plusieurs centaines de chômeurs qui sont loin de toucher les soi-disant 90 %.

« Dôle, c'est la capitale, mais à coup sûr la capitale du chômage dans la région » nous dira un travailleur, ainsi qu'un autre : « Ma femme travaille à Dôle ; quitter la boîte pour moi, cela veut dire tout vendre, déménager... à Besançon ou à Dijon. Quand on connaît la situation de l'emploi là-bas... »

Où, ce vendredi matin, les travailleurs d'Idéal Standard, en grève avec

occupation depuis une semaine, sont bien décidés à imposer « pas un seul licenciement ». La boîte se trouve en dehors de la ville, au sud. En traversant Dôle, on remarque une énorme banderole qui affirme la volonté de faire plier le patron, réclamant « le maintien de l'emploi, solidarité ». Devant la boîte, une énorme banderole qui affirme aussi la volonté de vaincre ; de multiples pancartes sont posées contre les grilles. Un piquet de grève garde les portes de l'usine, les lourdes portes grillagées sont fermées.

LE PATRON : « IL FAUT AVOIR CONFIANCE DANS L'AVENIR »

La discussion qui s'engage avec les travailleurs montre que la direction localement a préparé le projet de restructuration de longue date. « On était au courant depuis octobre 74, des bruits couraient. » Le patron a joué sur deux tableaux. D'une part, il a tenté de supprimer toute volonté de lutte chez les travailleurs en leur disant : « il faut avoir confiance dans l'avenir » et parallèlement il a laissé courir un certain nombre de bruits selon lesquels des projets de restructuration pourraient avoir lieu. La tactique de la direction était claire : d'une part, essayer d'endormir les travailleurs, d'autre part, en faisant planer des menaces, elle espérait qu'un certain nombre d'entre eux se dépêcheraient de donner leur compte pour trouver un emploi plus sûr.

Mais cela n'a pas marché. Alors, la direction locale a proposé des primes équivalentes à quatre mois de salaires pour inciter au « départ volontaire », comptant par là éviter les licenciements directs, et la riposte des travailleurs. Cette tentative a échoué.

Début juin 75, la direction réduit les horaires à 28 heures par semaine, sous prétexte de difficultés. « Difficultés » ou pressions de la direction pour obliger les gars à partir ?

« En fait de difficultés, il s'agissait pour la direction d'une part, comme tu le dis, de forcer les gars à partir. D'autre part, départ ou pas, de faire des « économies temporairement ». Les gars concernés par les réductions d'horaires c'étaient ceux qui faisaient les pièces non pressantes. » Bref, « adapter » les horaires aux différentes productions... sur le dos des ouvriers. L'argument selon lequel c'était la crise n'a pas marché, les gars sont partis en grève immédiatement avec la seule section CGT. Très vite, le patron a remonté les horaires à 36 heures, puis à 40 heures. Il a même reconnu son « erreur ». Une telle action est significative, elle montre nettement le refus, de la part des travailleurs, au chantage de la direction. En 1972, déjà, le secteur « sanitaires » avait été menacé d'être supprimé sous prétexte de mévente. Les ouvriers, par leur lutte, avaient contraint la direction à céder.

« NOUS SOMMES EN LUTTE POUR REFUSER TOUTE RESTRUCTURATION »

Les travailleurs de Dôle occupent l'usine depuis lundi. A l'A.G., convoquée par la CGT et la CGC (ne pouvant faire autrement) c'est à 100% que la grève totale est votée. La cause ? Les ouvriers refusent la « solution SGF » qui aboutit à 2000 licenciements sur l'ensemble du groupe. Mais, s'il n'y a pas de licenciements



Le départ de la manifestation avec les travailleurs de Dijon immédiats pour Dôle, il n'y a que trois mois de travail vraiment « garanti ».

Qu'en est-il des soi-disant difficultés de la boîte ? « En fait, il n'y a pas de mévente. La production peut très bien repartir. Il est important de dire que nous avons toujours des commandes en attente, autant que l'année dernière, ce n'est pas peu dire. Le problème, c'est qu'ils veulent retirer leurs billes de l'affaire française car elle n'est plus rentable pour le moment et mettre leur argent ailleurs. »

Les travailleurs occupent depuis lundi, mais la lutte a commencé avant : le 11 septembre, ils sont 2500 à Paris : « Nous avons pu rencontrer les travailleurs des autres boîtes. » Le mercredi 17, ils occupent la gare à Dôle, arrêtent les trains pour populariser leur lutte, malgré les CRS qui les agressent avec des grenades lacrymo-

L'ACCORD SGF-DE DIETRICH

Le 22 septembre, la société Idéal Standard était mise en règlement judiciaire et c'est jeudi que le comité d'entreprise prenait connaissance de l'accord conclu avec la Société Générale de Fonderie (SGF) et de Dietrich, accord qui conduit au démantèlement de l'entreprise. En effet, deux usines seulement seraient maintenues en activité, celles de Dôle et d'Autun. Au total, c'est plus de 2 000 travailleurs qui sont directement menacés de licenciement. Ce projet entraîne l'élimination du secteur fonderie d'Idéal Standard - 50% du marché, ce qui conduit en fait à accorder le monopole de ce secteur à la SGF qui contrôle les 50 % restants. Seul le secteur sanitaire serait conservé. Une autre solution industrielle avait été envisagée : une société allemande acceptait en effet de reprendre l'ensemble des travailleurs et leurs usines.

Solution allemande ou française, pour les travailleurs le mot d'ordre est le même : Non au démantèlement ! Non aux licenciements !

gènes. « Nous n'avons pas plié pour autant », disent-ils. Le mardi 23, ils manifestent avec les travailleurs de Dijon. Le mercredi 24, ils manifestent à nouveau en gare de Dôle, exposant des baïnettes.

Mais aujourd'hui, que se passe-t-il ? Hier, jeudi 24, le CCE s'est réuni à Paris pour entendre le plan de « sauvetage » : la SGF reprend l'affaire en licenciant 2000 ouvriers ; les syndicats des différentes boîtes y ont assisté. Ce matin, la CGT et la CGC ont laissé rentrer les administrateurs de la Société Générale de Fonderie qui sont venus présenter aux délégués le plan de démantèlement. Les interrogations commencent : « Mais pourquoi les a-t-on laissé rentrer ce matin ? Pourtant, la CGT jusqu'ici disait que nous ne voulions pas de démantèlement. On plie devant eux. » Un jeune travailleur vient de déchirer sa carte. « On accepte de discuter avec eux ? » D'autres : « Je ne comprends pas, ça ne veut rien dire de ban pour nous. »

Vendredi 16 h : Par trois fois, la CGT et la CGC ont réuni les travailleurs en AG, pour leur présenter le plan de démantèlement. 16 h 30 : la section CGT, triomphante, annonce : « Victoire ! nous avons démocratiquement voté la reprise ». Quelle victoire ? Les travailleurs commencent à sortir par dizaines, par centaines, et là le ton change, le vote démocratique, « conscient », n'est pas si évident : la colère éclate. Une cinquantaine d'ouvriers entourent les délégués : « Après tout ce qu'on a fait, tout ce que vous nous avez proposé, c'est la reprise ; mais pourquoi avoir lutté alors ? Pourquoi avez-vous laissé rentrer les administrateurs de la SGF ce matin ? Nous avons bien dit que nous refusions leur plan. Vous prétendiez lutter contre le démantèlement, et vous les accueillez les bras ouverts. » D'autres, par petits groupes, discutent : « En fait, on n'a

rien obtenu, sinon trois mois de boulot garanti. Mais après ? »

En fait, la reprise a été votée, mais quel choix avaient les travailleurs, alors que les syndicats se refusent à offrir toute perspective, alors qu'ils présentent le plan comme seule solution possible. La CGT déclare : « Soyons réalistes, il faut bien bouffer ». Ce à quoi certains ouvriers répondent : « Oui, il faut être réalistes, qui va nourrir nos gosses dans trois mois. » Certains disent : « Nous étions prêts à faire des sacrifices. » En fait, les révisionnistes se sont appuyés sur des difficultés matérielles pour faire reprendre, au lieu de les surmonter. Le soutien de la population ne commença-t-il pas à se dessiner ? L'autre jour, les commerçants avaient fermé leurs boutiques.

Quand une vente de stylos avait été organisée, elle avait remporté un grand

succès. En fait, il est clair que les révisionnistes après avoir accompagné la lutte, viennent de la saboter, acceptant la logique de la restructuration. Ils préchent le découragement, la fatalité : « On a encore de la chance d'avoir du boulot un moment, vu la situation. Quelle boîte peut se vanter sur Dôle d'avoir pu être deux ans de boulot ? » Deux ans ? En fait, rien n'est sûr. A la fin, la CGT insulte les gars : « Vous êtes tout le temps au bistrot, vous n'auriez pas continué. » Une grande partie des travailleurs ne comprend pas : « Que pensez-vous de la reprise ? » « On n'a rien obtenu, on a perdu plusieurs jours de salaire sans avoir rien obtenu. Oui, bien sûr, les problèmes de salaire existent, mais on n'est pas encore sur le pavé. L'avenir n'est pas brillant. »

Mais la lutte n'est pas finie. Les travailleurs n'accepteront pas la logique capitaliste. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de faire un premier bilan de la lutte, de montrer clairement les responsabilités dans l'échec de la lutte. Il s'agit de transformer la colère des ouvriers les plus conscients, le dégoût des autres en révolte consciente contre l'obstacle révisionniste. Il est clair que l'obstacle à la lutte n'est pas pour l'essentiel le chantage à la crise, les travailleurs l'ont montré, mais bien l'obstacle révisionniste.

En cette période de reprise de l'offensive ouvrière, à l'aube des grandes luttes, l'attitude de soutien apparent des révisionnistes aux luttes peut de moins en moins cacher leur trahison.

Un ouvrier conclura : « Quand on mène la lutte, on la mène jusqu'au bout. Les difficultés ? On les surmonte : gagner, c'est développer le soutien financier, occuper toutes les usines, et le soutien paysan n'a pas été envisagé. »

Richard FEUILLET

Berliet : 712 licenciements

« Alléger les effectifs », c'est ainsi que les patrons de Berliet (qui dépend du groupe Renault) viennent d'annoncer la « mise en retraite » de 712 travailleurs, en fait de licenciement. Cette opération intéresse 712 personnes âgées de 60 à 65 ans qui seraient volontaires (1) pour quitter rapidement la société dans le cadre de la procédure de licenciement pour cause économique, précise le communiqué. On est loin de l'euphorie, largement entretenue par les révisionnistes du PCF dans la CGT. « Ils avaient accompagné la prise de contrôle de Berliet par la régie Renault. Oui, la nationalisation c'est aussi des licenciements, comme dans n'importe quelle autre usine capitaliste. Et comme dans n'importe quelle usine c'est par la lutte que les travailleurs pourront mettre en échec ce plan. »

Petercem

Non aux licenciements, au chômage partiel. Non au salaire au rendement... Tels sont les mots d'ordre des ouvriers de cette entreprise d'électro-mécanique, située à Lyon. Depuis jeudi, ils occupent leur usine.

Sidérurgie : réduction d'horaires

Jacques Ferry, président de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française, après une entrevue avec Chirac vient d'annoncer de nouvelles mesures contre les travailleurs.

Diminution d'horaire jusqu'à fin 1975 : 32 heures pour les horaires continus, 35 heures pour les non continus, ce qui touche près de 90 000 travailleurs et équivaut à une baisse d'environ 300 F. par mois.

Menaces de licenciement pour début 76 : 10 000 à Usinor, 10 000 à Sacilor et 10 000 pour les autres entreprises.

Dans cette même déclaration, Ferry réclame auprès du gouvernement, en plus du milliard accordé par Giscard dans le plan de relance, une aide supplémentaire à plus long terme, la prise en compte de 60 % à 70 % des indemnités de chômage partiel, l'exonération des charges sociales sur les indemnités.

Emboitant le pas de Ferry, les révisionnistes se mobilisent pour réclamer... le contrôle des sommes versées.

Les travailleurs, eux, choisissent la voie de la lutte en refusant tout licenciement et toute perte de salaire. A Florange, des débrayages ont déjà eu lieu. A Thionville, les travailleurs débrayent aujourd'hui.

Flandria

Les travailleurs de cette usine de Warneton, dans le nord, sont en grève depuis le 17 septembre pour une augmentation de salaire, une prime de transport, 10 minutes de pause au casse-croûte pour ceux qui font équipe et 30 minutes pour l'équipe de nuit. A plusieurs reprises, ils ont dû faire face aux provocations du patron et des cadres.

Madrid, Barcelone, Burgos : CINQ ASSASSINATS

L'ETA

ETA (Euzkadi et Liberté) a été fondé en 1962 ; il revendique l'indépendance du pays basque, soumis à une féroce oppression de la part du fascisme espagnol. Récemment encore, un jeune de 16 ans était assassiné par la police espagnole parce qu'il chantait en basque.

ETA puise sa vitalité dans la volonté de résistance du peuple basque qui veut parler sa langue dans son pays, qui veut se libérer du joug des gouverneurs militaires venus de Madrid, de la terreur fasciste.

Les exemples sont nombreux où les membres d'ETA ont échappé à la Garde Civile grâce à la protection des habitants qui les cachaient chez eux au risque de subir eux-mêmes la répression et la torture, aux voisins qui refusaient de répondre aux questions de la police.

Quel que soit leur point de vue sur l'indépendance du Pays Basque, tous les révolutionnaires d'Espagne sauront prendre en compte la personnalité d'un peuple, affirmée en des années de souffrance et de lutte.

Communiqué

Trois camarades du Front Révolutionnaire Antifasciste, deux camarades basques de Euzkadi Ta Askazuna, ont été assassinés, ce matin, par le régime franquiste.

Ce crime trouve ses raisons dans la grande peur de l'oligarchie espagnole, confrontée à un mouvement des masses d'une ampleur et d'un niveau sans précédent, depuis qu'en 1939 la nuit fasciste s'est abattue sur l'Espagne ; il prélude à d'autres jugements sommaires, à d'autres exécutions dictées par le même affolement.

A l'heure où Franco recourt massivement à la terreur, dans le cadre de la « loi sur l'état d'exception » nous proclamons notre confiance dans les peuples d'Espagne et dans le peuple basque, dans leur volonté indomptable d'abattre par leur lutte le régime fasciste. L'Espagne est debout et rien ne pourra l'abattre.

L'assassinat de ces cinq militants a soulevé une juste indignation de notre peuple, et des peuples d'Europe. Indignation qui contraste avec le silence complice observé par le gouvernement français.

La mobilisation ne doit pas en rester à ce premier mouvement. Alors que la lutte entre le peuple d'Espagne et le franquisme va s'aiguïser au cours des prochains mois, il faut amplifier l'action, multiplier la propagande sur les lieux de travail et d'habitation, préparer meetings et manifestations.

Les peuples d'Espagne trouveront à leurs côtés dans le combat notre peuple et notre Parti.

Franco, fasciste, assassin ! Les peuples d'Espagne abattront le franquisme !

Paris, le 27 septembre
Le Bureau Politique
du Parti Communiste Révolutionnaire
(marxiste-léniniste)

Samedi matin, à 7 h 30, ils sont morts, assassinés : Txiki, Otaegui, Sanchez Bravo, Baena Alonso. Garcia Sanz. Nous ne les connaissons pas mais depuis des jours et des jours, ils nous étaient infiniment proches, de cette proximité que crée le combat commun. Samedi, nous avons été des milliers à pleurer de rage devant le crime bestial. Mais pour nous, révolutionnaires, toutes les morts n'ont pas la même signification. Nous ne sommes pas de ceux qui s'indignent un jour devant l'horreur des crimes fascistes, pour demain oublier ce qui ne serait que les excès du régime franquiste, pour demain parler de l'entrée de l'Espagne dans la CEE, et dans six ou huit mois se préparer à passer des vacances au soleil. Nous ne sommes pas non plus de ceux qui demandent la clémence tout en condamnant le « gauchisme » des cinq militants assassinés. Pour nous, il n'y a pas d'un côté le fait « intellectuellement révoltant » a dit Madame Weil - de la peine de mort, et de l'autre le sens du combat de nos cinq camarades. Ce genre de distinction montre bien l'hypocrisie de la bourgeoisie, de toute la « classe politique » française.

Oui, la signification de ces assassinats est politique. Ces crimes nous disent d'abord ce qui est la logique implacable du fascisme, sa seule réponse : l'oppression, la répression, la prison, la mort enfin, érigées en moyens systématiques de gouvernement, en un mot une politique de terrorisme ouvert, permanent contre la classe ouvrière et le peuple, résumé dans ce cri : « Viva la Muerte » qui sonne aujourd'hui comme il y a 35 ans. Et les crimes fascistes nous disent encore ce qu'il faut penser de l'« révolution libérale » du régime que certains croyaient déjà déceler. Ils sont un démenti à ceux qui croyaient que les tractations en cours à Washington influencieraient quelque peu sur les décisions de Franco. L'impérialisme US, le franquisme ne sont-ils pas du même côté ? En vérité, à l'heure des « choses sérieuses », c'est à dire à l'heure où les difficultés de l'Espagne sont considérables, à l'heure où la crise politique du régime s'approfondit un même temps que son isolement, à l'heure enfin où la question de l'après-franquisme se pose en termes aigus, les secteurs les plus réactionnaires de l'oligarchie se raidissent.

Ce n'est pas un hasard : c'est que la bourgeoisie espagnole doute de la solidité des solutions de rechange mises sur pieds, que ce soit le pantin Juan Carlos, la « Convergence démocratique » ou la « Junte démocratique » de Carrillo et Serer. Non, ce n'est pas un hasard : c'est

qu'ils avaient oublié quelque chose, qui pour nous est la force motrice de l'histoire : le mouvement des masses qui, depuis deux ans, s'amplifie. Ce ne sont pas seulement les ouvriers de la SEAT de Barcelone qui mènent une grève longue, exemplaire et affrontent de manière massive et violente les forces de répression ; ce n'est plus seulement au Pays Basque que des milliers d'ouvriers débrayent pour leurs revendications, pour la réintégration des licenciés ou la libération de camarades. C'est à Sagunta, près de Valence que les petits paysans de la Sierra Meneira et les commerçants de la ville, viennent soutenir l'usine Altos Hornos de Biscaya ; c'est à Miradas, petite bourgade d'extramadura que les paysans entrent en lutte, c'est dans toute l'Espagne que les médecins, externes et résidents, se battent ; et hier, enfin, malgré l'état d'exception, malgré les assassinats, 5000 personnes ont manifesté contre les condamnations à mort, à San Sébastien. Aujourd'hui, de plus en plus fréquemment, les masses populaires affrontent le franquisme. Aujourd'hui, elles savent que le franquisme ne tombera pas tout seul, elles commencent à poser le problème d'une alternative autre, différente d'une « évolution ». Les changements qui se préparent inéluctablement en Espagne dépendent, pour l'essentiel, de la capacité de riposte organisée, dirigée par les masses. Nous non plus, en France, nous ne restons pas passifs. Devant ces crimes odieux, nous ne tiendrons pas quitte le pouvoir bourgeois, sous prétexte que Giscard a affecté de soi-disant démarches... tellement discrètes que personne n'en a rien vu. Nous savons que la raison d'Etat est, en l'occurrence, une raison de classe, et qu'elle signifie l'alliance des exploités et, dans ce cas, plus qu'une complicité, un soutien.

Parce que nous n'oublierions pas, nous ferons en sorte que personne n'oublie, nous traquerons sans relâche les mensonges fascistes, en dénonçant les crimes, en expliquant sur quelle base idéologique et politique s'est fondé le franquisme, ce que sont les institutions judiciaires fascistes, en rappelant ce que fut la guerre civile, en organisant le boycott du tourisme en Espagne qui contribue à entretenir le régime. Pour qu'on se souvienne et parce qu'il y a dans les gènes franquistes bien d'autres prisonniers, dont certains risquent la peine de mort, parmi eux Eva Forest, Doran et d'autres, et qu'il faut se mobiliser dès maintenant pour les sauver, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

Lyon, Bordeaux, de nos correspondants

BORDEAUX : Dès l'annonce de l'assassinat de nos cinq camarades espagnols, vendredi soir, spontanément des groupes se forment dans les cafés et les quartiers populaires espagnols de Bordeaux, puis se retrouvent devant le consulat. De là, plusieurs centaines de personnes se dirigent vers le quartier Saint Michel et ce n'est que vers une heure du matin que la manifestation se disperse. Quelques heures plus tard, à l'appel du FRAP et d'autres organisations, 2000 manifestants se retrouvent Place de la République, et défilent dans les grandes artères de Bordeaux, derrière les drapeaux du FRAP et des drapeaux républicains. Aux cris de « Vengeance pour les cinq assassinés », les manifestants dans les rangs desquels on distingue de très nombreux immigrés espagnols, hissent des banderoles sur la statue de la place des Quinconces, puis se dirigent vers le consulat.

Les forces de répression se heurtent aux manifestants anti-fascistes, qui se dirigent alors vers la gare Saint-Jean, après avoir attaqué une banque espagnole. La dispersion a lieu vers 19 h, mais tard dans la nuit, on exprime encore sa haine du fascisme dans les quartiers populaires. L'ampleur de la manifestation montrera aux révolutionnaires à quel succès ils peuvent prétendre quand ils se réunissent sur des bases claires. Aux cris de « Contre la violence fasciste, violence populaire ! Peuples d'Espagne, peuples de France, solidarité ! Ambassadeur, Consul fascistes, hors de France ! », cette manifestation de masse se dirige vers le consulat, dont les vitres volent en éclats. Après une prise de parole en espagnol et en français, la manifestation repart par l'avenue de la République où, sous les applaudissements, la banque de Bilbao connaît le même sort que le Consulat fasciste. C'est vers 18 h que la manifestation se disperse dans les quartiers populaires, aux cris de « Vengeance pour les Basques et ceux du FRAP », et après que de nombreux appels aient été lancés pour poursuivre la campagne anti-fasciste dans les usines, les lycées et les quartiers.

LYON : Vendredi soir, lorsqu'on apprend que le fascisme espagnol a encore assassiné cinq de nos camarades, des centaines de personnes se retrouvent devant le consulat à la façade duquel elles accrochent un drapeau républicain. Elles se dispersent vers 4 h, samedi matin,

DANS LA RUE POUR L'ESPAGNE

PARIS, reportage Eric Bréhat, Grégoire Carrat

Samedi 15 h. Les alentours de la place de la République se couvrent de manifestants. Beaucoup de traits tirés : ceux qui ont passé une partie de la nuit autour de l'ambassade sont revenus.

Bientôt, le cortège se forme : en tête, les portraits de nos cinq camarades, assassinés le matin même. Celui de Baena est porté par un tout jeune espagnol. Peut-être a-t-il lui aussi passé la nuit aux Champs-Élysées, car ses yeux sont

rougis. Mais sur son visage, c'est la colère, une colère d'adulte.

Suivent deux grands drapeaux : le drapeau républicain espagnol, marqué du sigle du FRAP, et le drapeau du Pays Basque. Derrière, la manifestation, ou plutôt un véritable bloc d'hommes et de femmes, formés en chaînes compactes, s'avance. Beaucoup de travailleurs, massés sur les trottoirs participent aux collectes et accompagnent la manifestation. Puis viennent les drapeaux rouges et les banderoles : « Mort à Franco, mort au fascisme ! » « Peuples d'Espagne, peuple de France, solidaires ! » Les mots d'ordre, souvent en espagnol, sont clinglants : « Contre la violence fasciste, violence populaire ! »

LE FRAP

Le FRAP a été créé à l'initiative du Parti Communiste (marxiste léniniste) d'Espagne. C'est un front révolutionnaire antifasciste et patriotique, c'est-à-dire une organisation de masse large qui comprend non seulement la OSO (Opposition Syndicale Ouvrière), la FUDE (Organisation démocratique étudiante), l'UPC (Union Populaire des Paysans), et diverses organisations, mais aussi des républicains et tous les antifascistes conscients. Il veut développer une large unité populaire. Le FRAP dénonce vigoureusement la ligne politique du parti révisionniste de Carrillo, et d'une manière générale, toutes les initiatives telles que « la Junte Démocratique » ou la « Convergence Démocratique » dans lesquelles, des fascistes et oligarques notoires se regroupent avec des membres du PCE ou du Parti Socialiste pour essayer de mettre sur pieds « une démocratie de type occidentale », continuer à exploiter le peuple et à protéger les biens des impérialistes. A l'opposé de toutes ces manœuvres, le FRAP développe un programme en six points :

- 1- Abattre la dictature fasciste et expulser l'impérialisme yankee par la lutte révolutionnaire.
- 2- Etablir une république populaire en fédérations qui garantissent les libertés démocratiques pour le peuple et les droits des minorités nationales.
- 3- Nationalisations des biens monopolistes étrangers et confiscation des biens de l'oligarchie.
- 4- Profonde réforme agraire sur la base de la confiscation des grandes propriétés (latifundia).
- 5- Formation d'une armée au service du peuple.

Dans son travail, le FRAP reconnaît le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Il considère qu'il s'agit de mener une guerre révolutionnaire contre le fascisme, une guerre du peuple et que « cette génération est celle qui entame les premières actions armées, qui, pas à pas, doivent conduire à la guerre populaire, à la révolution ».

« Contre la violence fasciste, violence populaire ! »

Boulevard Magenta. C'est plusieurs milliers de manifestants qui s'avancent vers Barbès. Les rangs

grenades lacrymogènes. La consigne est donnée : « Tous à Georges V, tout de suite ! »

C'est là que se trouve l'ambassade d'Espagne. Certains mètres sont déjà bloqués, mais le cortège finit par passer. Les couloirs se couvrent d'inscriptions, et les cris « Franco assassin ! » résonnent.

L'ambassade est bien protégée, par des milliers de CRS et de gardes mobiles. Chez les manifestants, c'est la haine : « Franco, assassin, Giscard - Ponia complices ». Sur les Champs Élysées, les CRS sont contournés, et le cortège de Barbès est applaudi par ce qui reste du rassemblement du PCF et des syndicats.

Bientôt, c'est un début de charge des CRS, qui couvrent l'avenue de gaz lacrymogènes. Des vitrines commencent à voler en éclats : banques, magasins de luxe... Certains manifestants se demandent ce que cela a à voir avec l'Espagne. Un bulldozer « anti-manifestations » s'avance. Mais visiblement, les CRS hésitent. Ils ont pu se rendre compte de la détermination des manifestants. Une partie importante de ceux-ci, dont le PCF(ml) qui n'appelle pas à la dispersion, s'engage dans les petites rues autour des Champs Élysées. Pendant près d'une heure, la manifestation se poursuivra ainsi. Et ce n'est que très tard le soir que la police quadrillera le quartier, matraquant dans les rues, ratonnant les immigrés, et fouillant les couloirs du métro. Que les franquistes et que la bourgeoisie française le sache bien : « Nous vengerons nos cinq camarades ! »



Devant l'ambassade d'Espagne, dès 16 h 30, vendredi.

« Franco, fascista, asesino ! ». Plusieurs centaines de personnes commencent à se masser face aux policiers : à 18 h doit être connue la décision définitive de Franco d'assassiner les membres du FRAP et de l'ETA. Face à certains appels à la dispersion : « Nous resterons là ! » répondent les Espagnols, les syndicalistes, les travailleurs français. De nombreux Espagnols viennent se joindre au rassemblement. Vers 18 h 30, on apprend la décision : Angel Otaegui, J. Paredes Manot (Txiki) de l'ETA, Jose Humberto Baena, Ramon Garcia Sanz, Jose Luis Sanchez Bravo Sallas, du FRAP, seront assassinés samedi matin à l'aube. Le silence nous étreint tous. Nombreux sont ceux qui retiennent leurs larmes. « Mort à Franco !, Mort au fascisme ! » Le mot d'ordre éclate, réponse unanime à l'annonce de ce nouveau crime.

« Nous avons décidé de venir ici, nous y resterons toute la nuit, nous ne partirons pas », disent les Espagnols présents, lorsque des renforts de police arrivent. Ceux qui

étaient partis téléphoner la nouvelle reviennent « Franco assassinera nos frères demain, mais il ne fera pas taire les peuples d'Espagne. Le Pays Basque sous l'état d'exception, les ouvriers d'Espagne face à la police n'ont jamais cessé de manifester ».

On apprend que des manifestations se déroulent non loin. On entend les mots d'ordre ; d'autres sont en préparation. Vers 19 h, un cortège arrive, conduit par le CISE. Les manifestants et le rassemblement sont séparés par un cordon de police. Il est enfoncé. Les dirigeants du CISE donnent l'ordre de dispersion. De nombreux manifestants protestent, traversent les rangs de policiers pour se joindre au rassemblement, d'autres continuent de manifester.

Devant l'ambassade, on est plus nombreux derrière les grands portraits des camarades condamnés. Le drapeau du FRAP flotte devant. Les mots d'ordre se suivent sans interruption. Dans tout le quartier, des manifestations, partout la même détermination, la même haine. Les lettres de prison des militants condamnés sont lues à haute voix.

C'est la détermination des peuples d'Espagne qu'elles expriment, la détermination de tous ici qui y répond. L'Internationale, Français et Espagnol mêlés, jaillit. Les chants magnifiques de la guerre d'Espagne seront chantés jusqu'à la fin de la nuit. Oui, c'est la poursuite d'un combat commencé en 1936 contre le fascisme !

Les informations se succèdent. « L'Office du tourisme espagnol brûle. L'agence des chemins de fer espagnols est en feu. A Bruxelles, à Bonn, à Lisbonne, les ambassades sont occupées. » Manifestations partout en Europe et en France. Et surtout manifestation de 5000 personnes à Saint Sébastien. « Vive la lutte des peuples d'Espagne ! Peuple de France, peuples d'Espagne, solidarité ! » Il est plus de minuit. Les mots d'ordre, les chants ne cessent pas. Toutes les nouvelles montrent qu'on a eu raison de rester, que c'est un mouvement puissant qui se construit tout le point névralgique est là devant l'ambassade, que des manifestations tentent de rejoindre, affrontant à plusieurs reprises la police.

OU VA LA REVOLUTION PORTUGAISE ?

25 AVRIL 1974. Sous la conduite de jeunes officiers (capitaines, colonels), les troupes investissent Lisbonne : un terme est mis à cinquante années du pire des régimes que l'Europe ait connu, le fascisme portugais. Au centre de leur programme, deux questions : mettre un terme à la guerre coloniale, question décisive pour la bourgeoisie portugaise, rongée par la lutte que les peuples de trois pays d'Afrique lui livrent les armes à la main ; démocratiser le Portugal, trouver une issue politique à la crise du fascisme.

Les « capitaines » font appel à Spinoza.

Le peuple descend dans la rue. D'un côté, le chef d'état major adjoint du dernier gouvernement fasciste, le bourreau de la Guinée, l'assassin d'Almícar Cabral. De l'autre, les masses qui pourchassent l'ancienne police politique (PIDE), qui bientôt vont s'organiser en commissions de travailleurs, d'habitants, se lancer dans la grève, les occupations d'usines, de terres, de maisons.

Deux forces de classe entre lesquelles va se jouer, en dernière instance, l'avenir de la Révolution portugaise.

SEPTEMBRE 1975 : Un an et demi après, les officiers de la droite classique (sociaux-démocrates et autres) viennent éliminer du pouvoir ceux du PCP et leurs alliés. Ils tentent une « remise en ordre » de l'armée qui se heurte aux manifestations de soldats.

Entre-temps, Spinoza éliminé, la décolonisation a (sauf pour l'Angola) été menée à son terme ; de nombreuses banques et entreprises ont été nationalisées. Les politiciens : Cunhal venant tout droit de Russie où il s'est réfugié après son éviction de Tarrafal ; Soares, qui a formé son parti socialiste à l'étranger, avec l'appui de la social-démocratie allemande, débarqués dès le lendemain du coup d'état, se sont agités sur le devant de la scène. Les super-puissances, URSS et USA n'ont cessé de s'ingérer dans les affaires du Portugal. La bataille pour le contrôle de l'appareil d'Etat a pris un tour aigu divisant le Mouvement des Forces Armées, menaçant de se transformer en conflit armé.

A toutes les étapes du processus, la mobilisation des masses est venue peser dans la balance, rendre hasardeuse les calculs, des appareils politiques bourgeois.

Aujourd'hui, une question fondamentale reste posée : la révolution portugaise, de révolution démocratique déçue, à l'origine contre le fascisme par des forces de la petite bourgeoisie, s'achemine-t-elle vers une révolution où les masses prendraient effectivement le pouvoir sous la direction de la classe ouvrière ?

Ou, au contraire, la bourgeoisie portugaise parviendra-t-elle à consolider son pouvoir ? Cette question, que seul le peuple portugais peut véritablement trancher, le Quotidien du Peuple vous invite à en débattre avec lui. Nous verserons un dossier des pièces qui éclaireront dans la mesure du possible divers aspects de la réalité portugaise : le Mouvement des Forces Armées, des partis tels que le PCP et le PS, l'organisation à la base et la lutte des masses populaires (ouvriers, paysans du Sud et du Nord), des textes donnant le point de vue des révolutionnaires portugais. Cette discussion concerne notre avenir à tous.

LE FRANQUISME PAIERA SES CRIMES !

JEUNES

Le Quotidien du Peuple doit être aussi une arme pour la Jeunesse : pour faire connaître ses luttes à la classe ouvrière et au peuple, la façon dont elle-même mène le combat. Chaque semaine, les camarades de l'U.C.J.R. disposeront donc d'une page pour exposer leur point de vue, engager le débat sur tous les aspects de l'oppression capitaliste, sur la vie des jeunes (armée, école, loisirs, problème de la famille...)

la réalité du chômage des jeunes

A- Combien de jeunes chômeurs en France ?

Les chiffres officiels sont les suivants :

	- 25 ans	ensemble
mars 1975	288 876	754 810
juin 1975	276 400	738 390

Le nombre global des chômeurs et la part des jeunes y sont largement sous-estimés. En effet, beaucoup de jeunes à la recherche d'un premier emploi ne s'inscrivent pas dans les A.N.P.E. A la fois parce que les agences n'existent pas partout, et à la fois parce qu'ils n'en voient pas l'intérêt (peu ou pas d'indemnités, formalités...)

La réalité est la suivante :

Le B.I.T. chiffrait le nombre total de chômeurs à 1 193 394 en juillet 75. Il estimait le nombre de jeunes chômeurs à environ 40 % du total, ce qui représente 500 000 jeunes au chômage. A cela aujourd'hui il nous faut rajouter 400 000 jeunes sur les 600 000 qui sortent du système scolaire.

C'est donc un chiffre de 900 000 jeunes sans travail que l'on peut avancer sans risque d'erreurs, alors que le journal bourgeois *Les Informa-*

tions prévoyait lui pour septembre 50 % de chômeurs ayant moins de 25 ans.

Ces chiffres sont le résultat d'une rapide dégradation de l'emploi des jeunes. Dans la région parisienne par exemple : le nombre des jeunes chômeurs a progressé de 165 % en un an.

Si fin juin 70 un jeune chômeur sur deux attendait un mois pour trouver du travail, aujourd'hui il lui faut attendre de six mois à un an.

Et, bien sûr, ces difficultés se trouvent accrues pour ceux qui n'ont pas encore accompli leur service militaire.

B- En raison du chômage, les jeunes doivent quitter leur région d'origine

Dans certaines régions, le pourcentage des jeunes chômeurs par rapport à la population active, atteint des chiffres très importants : plus de 4 % en Basse Normandie, Bretagne, Poitou, Charentes, Midi Pyrénées, Corse...

Dans ces régions, les jeunes ont peu de chance de trouver un emploi sur place. En fait, ils quittent leur famille, leurs amis, ou leur ville, pour partir se faire exploiter dans les grands basses capitalistes... C'est un véritable exode qui pousse des milliers de jeunes à monter, par exemple, sur Paris, pour chercher du travail (ils forment la moitié de tous les travailleurs venus prospecter dans la capitale).

Le résultat, c'est 1/3 des jeunes ouvriers qui quittent la commune où ils résidaient à la fin de leurs études :

- 19 % à moins de 50 km
- 11 % à plus de 50 km dont 1/3 loge en foyer !

en tout c'est 48 % des jeunes travailleurs qui quittent leur commune pour chercher du travail, ou travailler !

Où, c'est bien la bourgeoisie qui est responsable de la soi-disant instabilité des jeunes !

C- La déqualification est accélérée par le chômage !

Quelques chiffres (que la bourgeoisie ose à peine publier...) Sur les 600 000 jeunes arrivant sur le marché du travail en septembre, 300 000 non aucune formation professionnelle.

- 34 % des jeunes manœuvres ont un CAP en poche ! Un CAP ne donne qu'à 50

ouvriers sur 100 la certitude d'être qualifiés.

- 49 % des jeunes n'exercent pas le métier appris, dans les entreprises de moins de 50 salariés.

Une enquête récente montre que :
- 33,5 % des jeunes salariés qui avaient bénéficié d'un enseignement professionnel initial ne sont pas parvenus à l'exercice d'un métier qualifié.

- 40 % des apprentis n'ont pu se faire embaucher que comme OS ou manœuvre.

En Lorraine, fin de l'année scolaire 74/75, le patronat de la sidérurgie fait savoir qu'il n'embauchera qu'1/3 des élèves de CET affiliés à SOLLAC, SACILOR. Qu'en sera-t-il pour les élèves de lycées et CET d'état ?

La bourgeoisie est très inquiète quand elle évoque la question du chômage des jeunes.

Écoutons Ceyrac : « Je crois qu'il faut être attentif aux tensions qui s'accumulent dans l'ombre, comme des nappes de grisou dans les galeries profondes. Le grisou n'explose pas tout seul, il explose quand on le met en contact avec une étincelle. La question est de savoir si, dans notre société où il y a beaucoup de gens qui se promènent avec des allumettes, la crise a provoqué la formation de poches de grisou importantes. »

Mieux encore : LE DANGER !...

« Les jeunes. Il sont moins engoncés dans les formes d'action traditionnelles et pourraient servir de détonateur à des actions plus vastes... Les étudiants et les lycéens lorsque la réforme Haby renaîtra de ses cendres. » (Le Point).

Il y a de quoi être inquiet en effet ; d'autant plus que les premiers résultats des mesures Durafour sont nuls ou presque : les jeunes ne mordent plus à n'importe quel hameçon.

Chômage, déqualification, salaires de misère, conditions de travail désastreuses, répression policière, racisme anti-jeunes...

La jeunesse de notre pays sait bien que c'est le capitalisme qui est en cause ! Elle lutte aujourd'hui pour prendre sa place dans l'Unité Populaire qu'il faut construire pour marcher vers la Révolution.

Roger AUBERT



le camp d'été de l'UCJR

Au mois d'août, s'est tenu dans le Jura le premier camp de loisirs populaires de l'UCJR (Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire). Regroupant plusieurs centaines de jeunes, ce camp devait favoriser notre avancée dans la recherche d'un type de loisirs différents de ceux proposés par la bourgeoisie. Nous avons établi rapidement des rapports avec la population des environs que nous invitons à notre camp. Avec elle, nous avons beaucoup appris, notamment sur les conditions de vie et de travail des paysans de la région.

Les nombreuses activités proposées photo, sérigraphie, rédaction du quotidien du camp... furent abordées de façon politique, devenant ainsi l'occasion d'apprendre quelque chose de plus que simplement la photo ou la sérigraphie.

Des discussions entre les camarades venus de tous les coins de la France portèrent notamment sur les objectifs de la rentrée et chacun apprit à mieux connaître notre organisation et à donner son point de vue. Quelle place va prendre la jeunesse dans la lutte contre le chômage ? Comment va-t-on

lier les luttes de la jeunesse scolarisée avec celles de la classe ouvrière ? Comment préparer les Assises contre l'école capitaliste ? Comment lutter contre l'armée impérialiste

Par petits groupes, nous avons diffusé largement FRONT ROUGE et Au Service du Peuple dans toute la région, en menant la discussion sur le Quotidien du Peuple avec la population.

Les résultats furent des plus encourageants, avec la vente importante de la presse, la venue au camp des gens des villages environnants à l'occasion des meetings sur LES OUVRIERS ET PAYSANS, LA SITUATION INTERNATIONALE avec la présence de camarades palestiniens et du FRAP, LA RESISTANCE DANS LE JURADURANT LA DERNIÈRE GUERRE, expliquée par un ancien FTP de la région ou la tenue d'une fête populaire qui clôtura le camp.

Malgré tous les obstacles dressés sur notre chemin contre la tenue du camp, celui-ci est une réussite pour notre organisation parce qu'il a traduit notre aspiration à d'autres types de loisirs et montré qu'il est possible de passer des vacances sans pour cela se couper de toute vie politique.

LES TRAVAILLEURS DU LIVRE A LA BOURSE

les travailleurs du Parisien Libéré à la Bourse



Vendredi après-midi, à 13 H10, plusieurs centaines de travailleurs du Livre pénétrèrent dans les locaux de la Bourse. La séance de cotations vient de commencer. Les travailleurs du Parisien en ont assez de tous les moyens mis en œuvre par les patrons pour les avoir à l'usure. C'est pour cela qu'ils ont choisi ce symbole vivant du Capital, au moment de l'émission télé en direct, pour faire connaître largement qu'ils n'ont pas renoncé. Au milieu de la cohue et des clameurs des cotations, ils lancent leurs slogans : « Non aux licenciements ! ». Ils accro-

chent leurs banderoles, une sur l'intouchable « corbeille », l'autre sur le tableau A, où les commis inscrivent les cotations.

Immédiatement, les boursiers poussent des cris de haine. des « commis » se précipitent, les échelles du tableau sont arrachées. Aux premières lignes des employés de la Bourse, toute une bande d'anciens militaires, de gens qui ne nous cachent pas qu'ils s'entraînent au karaté, à la boxe, dans les salles de sport de la Bourse. Plusieurs dizaines de commis entourent un ouvrier. L'un des assaillants lui jette à la figure des

gaz lacrymogènes, en criant « Laissez-moi le finir ». Dans le couloir, ils sont plus de 40 à piétiner un ouvrier du Livre. Les travailleurs emmèneront plusieurs blessés. Un quart d'heure plus tard, la police arrive. De nombreux ouvriers du Livre débouchent en manifestation, lançant leurs mots d'ordre contre les licenciements, tandis que certains commis et des boursiers font, sous nos yeux, le salut fasciste !

C'est alors que le Commissaire Puissant, chargé de la sécurité de la Bourse, après avoir été gorille de De Gaulle, s'effondre, sur les escaliers, victime d'une crise cardiaque. Aussitôt la campagne de calomnies se déclenche. D'autant plus qu'un deuxième boursier, chef de service à la retraite qui continuait à venir tous les jours à la Bourse (!), meurt lui aussi d'une crise cardiaque. La radio, la presse n'hésitent pas un instant. « Ils ont été frappés, plaqués violemment contre un pilier... Pas la moindre preuve. Pourtant Poniatowski affirme aussitôt : « Le Commissaire Puissant est tombé, frappé par de lâches agresseurs, alors qu'il s'efforçait de repousser les assaillants ». Il demande de rechercher « très activement les criminels pour les présenter à la justice ». Pourtant le flic de la PJ, venu interroger le préposé de l'entretien, ne

trouve aucune barre de fer, aucun coup de poing américain, dont la presse et la radio ont parlé pour monter les travailleurs contre ceux du Livre. Rien pourtant n'a été cassé dans la Bourse, aux dires mêmes des commis que nous avons pu interroger. Pourtant, à l'autopsie, pas de trace des justice ». Pourtant le flic de la PJ, venu interroger le préposé à l'entretien, ne trouve aucune barre de fer, aucun coup de poing américain, dont la presse et la radio ont parlé pour monter les travailleurs contre ceux du Livre. Pourtant rien n'a été cassé aux dires mêmes des commis que nous avons pu interroger. Pourtant, à l'autopsie, pas de traces de coups des « lâches agresseurs ». L'essentiel, pour Poniatowski et la bourgeoisie, n'est pas là, même si aujourd'hui on nous annonce qu'il n'y aura pas d'instruction. Ils veulent noircir les travailleurs en lutte. Les agents de change ont porté plainte pour leurs commis blessés. L'encouragement à la délation de la part de certains commis n'est pas difficile ! On peut entendre menacer de mort ceux qu'ils ont repérés parmi les ouvriers de Livre présents, faisant la description d'un tel qui travaille à telle imprimerie. « S'ils reviennent ici, il n'y en aura pas un seul qui sortira vivant. »

Les patrons de la Bourse font tout pour acheter ces employés, en les intéressant directement à leurs bénéfices. L'essentiel de ce que touchent les commis est constitué de primes, de gratifications. Ce système les pousse à défendre les intérêts de leur patron. Quelques miettes, à côté des milliards manipulés à la Bourse ! Devant cela, que font les directions syndicales, sinon capituler, encourager de fait cet esprit ?

Le syndicat CGT des employés de Bourse a même « condamné la manière dont l'intervention des travailleurs du Parisien Libéré s'est produite » et s'est élevé « contre l'attaque qui a été faite à la liberté du travail des commis d'agents de change ». Sous prétexte de la difficulté de leur travail syndical, ils accusent eux aussi les ouvriers du Livre ! Et ce n'est pas les mises au point tardives du syndicat CGT de la Bourse qui feront oublier aux ouvriers du Parisien ces accusations.

Toutes les calomnies déversées sur leur lutte ne font qu'attiser leur colère. Car enfin, qui sont les criminels, sinon le patron qui les licencie, ceux qui lancent les provocations comme l'attentat contre Cabannes, qui envoient les chiens ? Ils savent qu'ils ont raison de continuer le combat.

Monique CHÉLAN

television

PROGRAMME

IT1

- 18 h 50 - MIDI PREMIERE
- 13 h 00 - IT 1 13 HEURES
- 18 h 55 - L'ILE AUX ENFANTS
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS - feuilleton
- 20 h 00 - IT 1 20 HEURES
- 20 h 30 - L'AVENIR DU FUTUR avec aujourd'hui « L'HOMME QUI RETRECIT », film américain de science fiction de Jack Arnold (1957)
- 21 h 55 - DEBAT : DES HOMMES SUR MESURES
- 22 h 55 - IT 1 NUIT

A2

- 14 h 30 - FLASH JOURNAL
- 18 h 30 - JOURNAL DE L' 2
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL DE L'A 2
- 20 h 30 - LATETE ET LES JAMBES, émission de Pierre Bellemare
- 21 h 35 - LES JOURS DE LA TRAHISON (1ère partie). Film tchèque d'Otakar Vavra.
- 22 h 35 - JOURNAL DE L'A 2

FR3

- 18 h 55 - FR 3 ACTUALITES
- 19 h 00 - FLASH
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE. Le Mouvement des Démocrates
- 20 h 00 TELEVISION REGIONALE
- 20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA avec aujourd'hui « LES SCELE-RATS ». Film français de Robert Hossein (1960)
- 22 h 00 - FR 3 ACTUALITES

Saint Just ou la force des choses

ce que veut être le bloc-notes du Quotidien

St Just ou la force des choses est un film qui mérite qu'on s'y arrête un peu. La deuxième chaîne a retransmis le premier épisode samedi soir à 20h30 et nous avons été sans doute nombreux à le regarder avec, au départ, un peu plus d'intérêt que pour les films habituels. En effet, lorsque la bourgeoisie cesse de nous présenter les problèmes psychologiques des cadres américains ou ceux du policier dynamique et qu'elle envisage d'évoquer l'histoire de notre pays, c'est généralement pour pleurer sur le sort des rois ou mettre en valeur ses sinistres prédécesseurs. Là, sachant qu'il existe une aspiration profonde de notre peuple à connaître son histoire et plus particulièrement cette période, la bourgeoisie choisit d'en parler... mais pour développer sa propre vision des événements.

Nous n'avons pas l'occasion de voir beaucoup le peuple dans ce film. Lorsqu'il apparaît, c'est comme masses de manœuvre au service des intrigues du tandem Robespierre-St Just. Comment nous est présentée par exemple l'élimination des Girondins : plusieurs scènes à l'Assemblée Nationale se succèdent où l'on assiste à la bataille acharnée que livre la Montagne contre les Girondins. Robespierre décide d'en finir avec eux. A la scène suivante, le Père Duchêne, agitateur public présenté à sa solde, soulève le peuple et l'Assemblée est envahie. Les Girondins sont vaincus, ils quittent l'hémicycle. Robespierre triomphe. Par la suite, pour une autre élimination, ce sera le même scénario. Le peuple intervient lorsque le héros l'a décidé.

UNE CARICATURE DU PEUPLE

Le mépris des masses : voilà ce qui se dégage chaque fois que le réalisateur montre le peuple dans son film. La scène où un grand nombre de sans-culottes sont réunis autour du Père Duchêne pour demander la suppression des tribunaux imposés par les Girondins, constitue une véritable caricature de ce qu'a été la réalité de ces rassemblements. Ce que nous voyons, c'est une masse d'individus sans réflexion, hurlant mécaniquement aux exhortations d'un agitateur. Ce n'est pas la colère d'un peuple qu'on nous montre, c'en est la parodie. Cette volonté de calomnier par l'image va plus loin lorsqu'il s'agit de présenter les fêtes du « Dieu Liberté ». Ce sont de véritables orgies : paysans ivres, couples enlacés qui roulent dans les caniveaux...

Caricature contre le peuple et portrait d'école primaire, la suite de St Just ou la force des choses est présentée samedi prochain. D'ici là envoyez-nous vos avis sur cette émission et nous examinerons ensemble ce que Cardinal appelle « la force des choses ».

Claude VILLARD

UN PORTRAIT D'ECOLE PRIMAIRE : ROBESPIERRE ET ST JUST, UN ARRIVISTE ET SON SECOND

Pour résumer brièvement ce qui nous est raconté dans cette première partie, on assiste à la prise du pouvoir progressive de Robespierre au prix d'intrigues politiques, de calculs sournois, appuyés dans ces actions par St Just à la fois romantique et sévère ; l'essentiel du film consistant en la préparation en coulisses de coups de théâtre épuratoires des Girondins ou Hébertistes ayant pour lieu la Convention. Robespierre ne semble pas avoir d'autre projet politique que sa propre carrière ; quant à St Just, il suit aveuglément son maître, sans avoir de mobile bien apparent. C'est en effet ce qui reste, tant les aspects intéressants des discours qu'ils prononcent à l'Assemblée sont gommés au profit de longs conciliabules tactiques qu'ils tiennent en privé.

Le réalisateur, Pierre Cardinal, est un révisionniste du PCF.

POUR LUI CE NE SONT PAS LES MASSES QUI FONT L'HISTOIRE

Cette page comporte la rubrique de télévision, notre feuilleton et un bloc-notes.

Que ce soit, par exemple, dans le domaine de la législation du travail ou celui de la santé, la bourgeoisie cache le plus souvent les droits que nous lui avons arrachés par nos luttes.

C'est Neuschwander, le patron de Lip, qui a tout essayé pour faire oublier l'accord de Dôle.

Ce sont les Houillères, qui profitent de l'isolement des veuves des mineurs pour « oublier » de régler les pensions auxquelles elles ont droit.

Il ne faut pas laisser la bourgeoisie grignoter les acquis de notre combat ! C'est dans ce but que le bloc-notes rappellera régulièrement dans de nombreux domaines quels sont ces acquis ; et c'est à vous de témoigner, d'alimenter cette rubrique, de faire en sorte que la bourgeoisie ne puisse pas profiter de l'isolement pour « oublier » que nous l'avons déjà fait céder.

D'autre part, le bloc-notes sera le moyen de s'opposer aux conseils empoisonnés dont le radio, la télé ne tarissent pas, tant en ce qui concerne les loisirs, la façon dont on doit s'habiller, se nourrir ou bien encore élever nos enfants.

Des conseils, des expériences, dans tous ces domaines notre peuple en est riche. Il faut qu'ils parviennent à son quotidien.

Envoyez nous vos suggestions, et des témoignages ; que le Quotidien du Peuple soit le moyen de les faire connaître largement !

feuilleton

Le feuilleton que nous allons suivre chaque jour a été publié dans la collection « Le Peuple prend la parole ». Nous remercions les camarades qui ont permis que nous présentions dans le Quotidien du Peuple ce texte « Mémoires et aventures d'un prolétaire » œuvre d'un écrivain-ouvrier du XIXe siècle, Norbert Truquin.

Norbert Truquin est né à Rozières dans la Somme, le 7 juin 1833. Son père ayant fait faillite, sa mère morte, il est placé à 7 ans comme apprenti chez un peigneur de laine. Misérable tisseur à Lyon, casseur de cailloux en Algérie, émigrant isolé et malade au Paraguay, Truquin décide de donner en témoignage sa vie d'exploitation, mais surtout sa vie de lutte afin dit-il « de contribuer à détruire l'iniquité du vieux monde et à hâter l'avènement de la révolution sociale ». Pour cela, il va surmonter toutes les difficultés que rencontre un travailleur manuel quand il veut écrire et publier. A 30 ans, il ne savait ni lire ni écrire. Ce que Truquin a voulu produire, c'est une œuvre politique, dans une réelle optique de classe. « L'auteur », dit-il, « n'a pas de prétention au beau style, il a simplement voulu contribuer dans la mesure de ses forces et quoique illettré à une œuvre de propagande. En 1888 paraît « Mémoires et aventures d'un prolétaire. »

MEMOIRES ET AVENTURES D'UN PROLETAIRE

de Norbert TRUQUIN

Le lendemain, de bonne heure, le Belge me fit prendre un panier, m'emmena en ville avec lui et acheta pour cinq sous de rôtisseries. On désigne ainsi les petits morceaux de viande qui restent adhérents aux crochets et sentent généralement mauvais. Les bouchers vendent ces débris à raison de cinq sous la livre ; on n'en trouve que dans les quartiers bourgeois. Mon patron acheta ensuite au marché un chou et d'autres légumes pour faire la soupe. Il me dit ensuite : « Tu vois comme il faut s'y prendre ; fais comme moi et marchande bien. Si tu oublies la leçon, j'ai une corde qui t'en fera souvenir. »

Parfois il m'envoyait chercher une tête de mouton, que je payais 5 ou 6 sous et qui nous donnait un excellent bouillon pour le dîner et le souper.

C'était une rude corvée pour moi qui, en ma qualité de cuisinier, étais chargé de nettoyer la tête de mouton, chose peu facile pour un gamin de 7 ans. Lorsque je rencontrais plus tard de gros vers blancs dans ces têtes, je fis part de la répugnance que j'éprouvais à mon patron ; mais il me répondit d'un ton rude que cela n'était rien ; qu'il fallait jeter les vers, et qu'il m'arriverait peut-être plus tard d'en être réduit à manger le cuir de mes souliers.

Pour faire ces acquisitions que l'on ne trouvait que dans la ville basse, j'avais plus de trois kilomètres à parcourir depuis la place Saint-Rémy où nous habitions. Je devais passer devant la cathédrale et comme mon

patron était très dévot, il m'avait habitué à entrer dans l'église pour y prendre de l'eau bénite, faire le signe de la croix et réciter le *Crédo*. Ne pouvant entrer avec mon panier, je le laissais à la porte. Un jour il me fut pris par des gamins ; ce qui m'obligea à revenir sans panier et sans avoir rempli ma commission. J'étais bien embarrassé pour expliquer ce contre-temps ; mais mon patron, après m'avoir fait raconter mon histoire, me fit mettre à genoux et il me distribua, en y mettant toutes ses forces, une trentaine de coups d'une corde double. Je ne pouvais pas un seul cri. « Ah ! scélérat, s'écria-t-il, il faudra bien que je te dompte ; j'en ai bien dompté d'autres que toi. » - Il me fit ensuite relever et laver la figure qui était tout en sang, me donna un sac et me dit : « Nous allons retourner faire ta commission et tu vas me montrer où tu as laissé ton panier. »

Il prit sa corde en main, me fit marcher devant lui jusqu'à la cathédrale, et chaque fois qu'il m'arrivait de ne pas marcher assez vite à son gré, il me cinglait un coup sur le dos ou sur la figure. Lorsque nous fûmes arrivés à l'endroit où j'avais laissé le panier, il me dit : « Quand tu viendras faire tes devoirs, tu rouleras ton sac et tu le cacheras sous ton bras ; de la sorte personne ne te fera d'observation. »

La première nuit que je passais sous le toit de cet homme, il avait disposé pour moi sur la table, un simulacre de lit que j'avais gardé jusqu'à ce jour ; mais à dater de cet incident, il

m'envoya coucher dans le charbonnier qui se trouvait sous la montée d'un escalier en pierre.

De prime abord, je crus que c'était pour me punir de la perte du panier ; mais je couchai pendant trois années dans ce réduit, quelque temps qu'il fit, hiver comme été, et je n'avais qu'un sac pour toute literie.

Le matin, mon maître me faisait lever à trois heures, suivant son habitude, pour allumer son fourneau, afin de pouvoir commencer à travailler à quatre heures, lorsque le fourneau était suffisamment chaud. Son atelier mesurait trois mètres et demi de longueur sur trois mètres de largeur, sans compter le charbonnier qui me servait de chambre à coucher. Cette pièce éclairée par une fenêtre de quatre carreaux, donnait issue sur un couloir large de deux mètres, qui conduisait à une cour intérieure. Vis-à-vis se trouvait un mur de trois mètres de hauteur, en sorte que jamais les rayons du soleil ne venaient réchauffer ce taudis.

Voici quelques détails sur la fabrication.

Dans les grandes fabriques, les peigneurs ont un fourneau pour quatre, pour chauffer leurs peignes.

Mon patron étant seul, s'était fabriqué un fourneau en terre grasse. Lorsque les peignes sont chauds, on en agrafe un à un un crampon. Le peigneur prend une poignée de laine humide de la main droite, puis de l'huile dans un pot à l'aide d'un doigt de la main gauche ; il étend cette huile

sur la laine et engraisse le peigne presque rouge ; il en résulte une odeur nauséabonde qui règne depuis quatre heures du matin jusqu'à dix heures du soir ; joignez à cela les vapeurs du charbon que le fourneau dégage dans le cours de la journée. Cette poignée de laine, une fois grasse, l'ouvrier prend un second peigne, qui est resté dans le fourneau, en peigne la laine jusqu'à ce que le fil se soit développé droit et soyeux ; le peigne est ensuite remis dans le fourneau. L'ouvrier prend alors la pointe de la laine la plus éfilée de son peigne ; il la tire de centimètre en centimètre jusqu'à trois ou quatre pieds de long ; puis il repasse cette laine ainsi étirée au gamin, qui est généralement placé à sa gauche. Comme il est resté dans cette laine des impuretés de diverses matières, le gamin la prend des deux mains, une à chaque extrémité et retire toutes ces impuretés avec le bout des dents. Il ne doit pas cracher ces impuretés ; il faut qu'il les fasse couler en chapelet des deux côtés de sa bouche. On devine aisément combien ce travail est malsain pour l'enfant. Ces pauvres petits, qui sont appelés nacteurs, ont une physionomie vieillote et sont abrutis pour la plupart. On se sert des dents pour extraire les impuretés parce qu'il faut que la laine puisse être tirée sans risquer de se déchirer et que les deux mains occupées à ce travail ne peuvent en être distraites.

J'étais donc condamné à exercer ce métier de quatre heures du matin à dix heures du soir.

(à suivre)

VIENNE : malgré les pressions de l'imperialisme , l'unité de l'OPEP sauvegardée

Après 3 jours de débats difficiles, les ministres des 13 pays membres de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), réunis à Vienne depuis le 24 septembre, sont finalement parvenus à un accord, au terme de l'ultime séance de samedi matin. Le prix du pétrole sera majoré de 10 % au 1er octobre et bloqué ensuite pendant 9 mois. A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore quelle a été la décision prise par l'OPEP en ce qui concerne la monnaie dans laquelle serait, à l'avenir, facturé le prix du pétrole brut.

Les questions posées à la Conférence de Vienne ne sont pas nouvelles. Elles étaient aussi au centre des Conférences de Libreville et d'Alger qui se sont succédées depuis le début de l'année 1975. L'enjeu est à vrai dire toujours le même depuis la première bataille du pétrole en octobre 1973 : c'est le problème, plus que jamais à l'ordre du jour, du maintien de la valeur du pétrole en termes de pouvoir d'achat réel.

On se souvient que, même après les hausses successives du prix nominal du pétrole décidées par les pays producteurs depuis octobre 1973, le pouvoir d'achat du pétrole, calculé en produits alimentaires, en équipements lourds et en produits semi-finis, n'avait jamais fait que retrouver son niveau de 1957. Depuis, et malgré la décision prise en janvier 1975 de bloquer le prix du pétrole pendant 9 mois, la situation n'a cessé de se détériorer au détriment des pays producteurs. Depuis 2 ans en fait, presque jour pour jour, ceux-ci ont eu à faire face à toutes sortes de manœuvres et de pressions des différents impérialismes.

Hormis les menaces, régulièrement brandies par Kissinger, et qu'on aurait tort de négliger, les réactions des pays impérialistes à l'offensive des pays producteurs de pétrole ont été de deux ordres : d'une part, un effort pour se rendre moins dépendants des pays du Tiers Monde et imposer un nouveau rapport de forces, d'autre part, une contre-offensive dans le domaine financier et monétaire, dont les impérialismes et en particulier l'impérialisme américain, contrôlent tous les fils.

Pour se rendre moins dépendants des

pays producteurs de pétrole, les pays impérialistes ont cherché à réduire leurs importations de brut, en procédant à des économies d'énergie. Ils ont en outre procédé en hâte à l'accélération des programmes d'exploitations de sources d'énergie de remplacement (énergie nucléaire). Cela n'a pas été sans conséquence pour les pays producteurs, puisque les importations globales de pétrole se sont réduites, gonflant les stocks dans les pays arabes. C'était une incitation directe à la baisse des prix, et si jusqu'à ce jour, les pays producteurs ont répliqué par une baisse concertée de la production, cela n'en constitue pas moins une source de division pour les pays producteurs : l'impérialisme américain, par l'intermédiaire des compagnies pétrolières, pratique en effet une politique sélective en direction des différents pays pétroliers, faisant miroiter aux uns, les possibilités de production supérieure, par exemple à l'Arabie Saoudite. Les positions à la conférence de cette dernière, opposée au départ à toute augmentation du prix du brut, ne sont pas sans doute étrangères à ces pressions.

Dans le domaine financier et monétaire, l'offensive des pays impérialistes est aisément mesurable. Elle conduit à une perte du pouvoir d'achat du pétrole considérable. Il y a d'abord l'inflation dans les pays impérialistes qui rejaille automatiquement sur le prix des produits exportés en direction des pays du Tiers Monde. Mais les prix du commerce international sont avant tout ceux que les multinationales décident de pratiquer, en jouant sur les stocks qu'elles détiennent. C'est ainsi que dans certaines périodes, les quantités disponibles de blé ou d'acier sur le marché ont pu varier de 300%, celles du sucre de 600%. Il y a encore la « tradition » qui veut que les factures des grosses sociétés

industrielles exportant des usines « clés en mains » soient systématiquement majorées dès qu'il s'agit de montage dans un pays « sous-développé ». On pourrait rajouter la hausse vertigineuse des prix des services : salaires des ingénieurs et experts, redevances sur les brevets techniques et licences. Selon le « Financial Times », le coût des importations des Emirats Arabes Unis a augmenté, de 1973 à 1974, de 75% en provenance de RFA, de 234% en provenance de l'Italie.

Surtout, les revenus pétroliers subissent une amputation considérable du fait que le prix du pétrole est calculé en dollars, et que la valeur du dollar n'a cessé de baisser jusqu'à une période récente. La brusque remontée du dollar, ces dernières semaines, n'est d'ailleurs pas sans lien avec la tenue de la conférence. Depuis janvier 1975, le pouvoir d'achat du pétrole a ainsi baissé de 35%. Enfin, une part importante des revenus pétroliers, au moins pour les pays qui n'ont pas suffisamment de main d'œuvre pour les investir dans leur propre économie, les fameux « pétrodollars », loin de menacer les économies occidentales, fondent comme neige au soleil, dans les circuits financiers internationaux tout entiers aux mains de l'impérialisme.

Toutes ces manœuvres et pressions monétaires sont aussi source de division, car si elles touchent tous les pays producteurs, elles ne les touchent pas tous de la même manière, selon qu'ils ont ou non les capacités d'investir chez eux. Aussi trouve-t-on des pays comme l'Algérie, à la pointe des revendications, alors que d'autres tirent en arrière, dans l'espoir illusoire de ne pas aggraver un processus qui joue en leur défaveur.

La Conférence de Vienne a mis clairement en lumière l'évolution du rapport de forces entre les impérialismes et les pays pétroliers au profit des premiers, tant par la timidité des hausses décidées en regard de la perte subie en 2 ans par les pays producteurs, que par les hésitations sur la manière de se dégager d'un système monétaire dirigé contre eux. Mais l'impérialisme n'est pas si puissant qu'il parvienne à renverser complètement



Le pétrole appartient aux peuples des pays producteurs

la situation à son profit. Car dans le même temps où il mène son offensive contre les pays du Tiers Monde, s'accroissent aussi ses contradictions. Contradictions avec les masses des métropoles, sur lesquelles il fait peser tout le poids de la crise qu'il affecte ; contradiction entre les différents impérialismes ensuite, qui cherchent chacun pour soi à tirer leur épingle du jeu.

Dans ce contexte, l'unité difficilement sauvegardée de l'OPEP à Vienne, loin d'être le prélude d'une défaite, constitue le présage de nouvelles victoires sur l'impérialisme.

Frédéric MONTAGNET

REFORME DE L'ENTREPRISE : APPEL A COLLABORER

On parlera sans doute beaucoup cette semaine de la « réforme de l'entreprise ». Le gouvernement est parvenu à décider à « aller vite ». Vendredi dernier se tenait un « conseil des ministres restreint » à l'Élysée. Dans les 78 propositions du plan Sudreau présentées en février dernier, le gouvernement a choisi en priorité de se pencher sur des thèmes alléchants : « transformer la vie quotidienne dans l'entreprise, prendre conscience de la crise du travail aujourd'hui, changer les conditions et les relations de travail, rompre l'anonymat de l'organisation. » Souvenons-nous, la bourgeoisie a commencé à parler de réformes dans l'entreprise après la révolte des O.S. de Renault-le-Mans et les dures luttes contre les cadences et le salaire au rendement (Jaeger, Philips...). Elle faisait alors semblant de s'apercevoir qu'il existait dans les usines des ouvriers ravis à la chaîne, qui effectuaient toujours plus vite un travail abrutissant dans le bruit et la chaleur. Et tout le monde de verser des larmes de crocodile sur le sort de ces « malheureux ». Mais qu'est-ce qui a changé pour nous ? Rien.

Aujourd'hui, la bourgeoisie fait à nouveau grand bruit autour de la soi-disant « réforme de l'entreprise ». S'agit-il de supprimer le travail à la chaîne ? Le rapport Sudreau parle d'enrichissement des tâches. Les

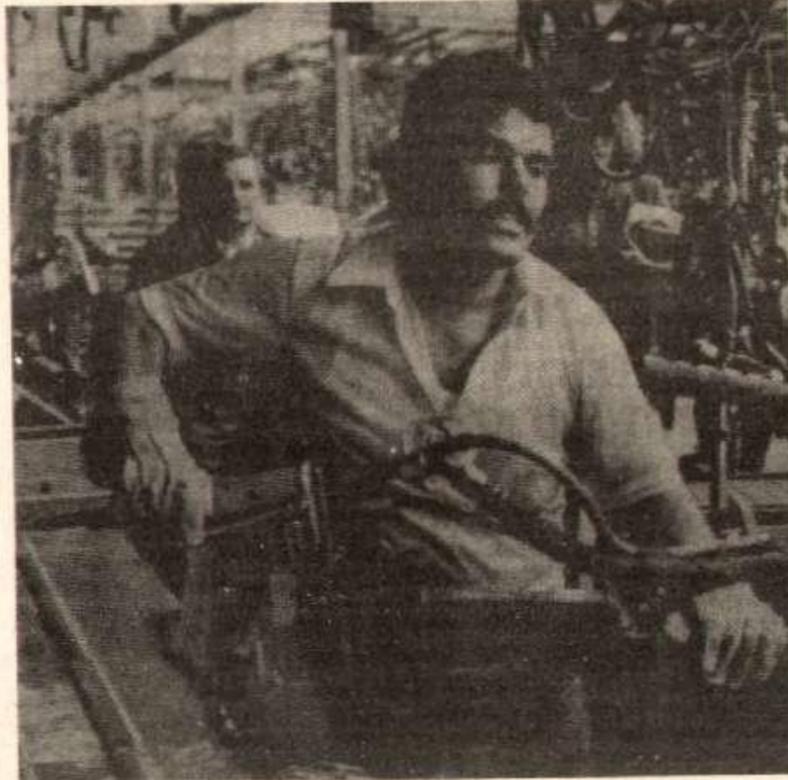
ouvrières de chez Brandt, où une expérience de ce type a été tentée au début de l'année, savent à quoi s'en tenir. Voilà ce qu'elles en disent : « Au lieu d'une opération, on en faisait deux ou trois, sur deux machines groupées. Puis on revenait en arrière pour prendre les deux machines suivantes. Le soir on était exténuées. Le lendemain c'était trois machines. A trois heures, l'après-midi on a débrayé. »

S'agit-il de réduire le travail posté et de limiter le travail de nuit ? Le rapport en parle. Mais de la cinquième équipe réclamée par tous les sidérurgistes, pas un mot. Rien non plus pour nos camarades postiers qui ont lutté des semaines pour la création de nouvelles équipes qui limiteraient le travail de nuit.

S'agit-il d'améliorer le système des retraites ? Le rapport dit : « prévoir des postes qui préparent à la retraite ». Mais les vieux ouvriers doivent toujours attendre 65 ans pour cesser de travailler, puis se contenter d'une maigre pension à 50 % de leur salaire.

Quel fossé entre les déclarations tonitruantes, les belles promesses et la réalité quotidienne que nous vivons.

Mais alors que vise Giscard ? Pourquoi tout ce bruit précisément aujourd'hui ? Pour essayer de surmonter ses difficultés, la bourgeoisie voudrait faire taire nos revendications. Elle voudrait nous faire collaborer à notre propre exploitation.



Un O.S. de Chausson

Henri, un gars de la Rhodia Belle-Etoile (Lyon), nous parlait de son expérience dans sa boîte.

« Un jour, les ingénieurs sont venus : « Ce qu'on veut faire, c'est que vous participiez aux décisions, que vous soyez responsables de votre atelier. Vous avez tant de tonnes à faire, et débrouillez-vous... » Puis ils nous ont donné de belles blouses bleu-clair à la place des bleus de travail. »

Faire croire aux travailleurs qu'ils dirigent eux-mêmes la production, qu'ils vont accéder à des postes de techniciens, c'est bien de cela qu'il s'agit. « Avec ça, poursuivait Henri, ils comptent bien qu'en cas de grève on sera aussi responsables, c'est-à-dire qu'on travaillera... Et si Rhône-Poulenc fait ça, c'est qu'il n'est pas si puissant, et qu'il a peur qu'on se mette en grève. »

Décidément, nos revendications n'ont pas grand chose à voir avec cette prétendue réforme. D'ailleurs. Ceyrac, le patron des patrons, lâche le morceau : « La réforme de l'entreprise ne se justifie que si elle accroît l'efficacité de l'entreprise ». Voilà qui est clair ! Satisfaire nos revendications ou rentabiliser ? C'est sûrement ce que Monsieur Sudreau appelle « la crise du travail aujourd'hui ».

Gérard PRIVAT